

banque nationale et prennent l'attitude suivante: "Voici, nous voulons de l'argent pour établir cette industrie particulière; si vous ne nous l'accordez pas, nous dirons que c'est là une décision politique". Et à peu près toutes les décisions que nous prendrons sous un système bancaire de propriété publique ne seront-elles pas des décisions politiques ou bien ne seront-elles pas prétendues telles?—R. Eh bien, la réponse c'est que vous et moi, monsieur Tucker, nous devons attirer plus de gens dans la province de Saskatchewan, et quelques autres devront faire venir plus de personnes dans la province du Manitoba et dans la province d'Alberta afin d'obtenir une plus grande représentation. Savez-vous, je n'ai pas entièrement perdu confiance dans la forme démocratique du gouvernement et je m'obstine à croire qu'un gouvernement démocratique est capable d'administrer les affaires de la nation, quelles que soient ces affaires. Je prends un exemple. Il ne se rattache pas à la prestation de capitaux, je le sais; mais nous avons dans la ville de Regina une firme qui a été établie et mise en opération par le gouvernement du Dominion pour manufacturer des canons et je crois qu'elle a fabriqué des canons aussi efficacement et avec autant de compétence que d'autres l'ont fait dans d'autres parties du Dominion du Canada. Voilà une institution d'Etat. A mon avis, nous pouvons diriger tout ce que la nation veut administrer dans l'intérêt du peuple avec autant d'efficacité et de compétence.

D. Mais cela pose la question qu'étant une minorité dans l'Ouest du Canada nous pourrions tomber complètement sous l'empire du gouvernement dont le centre de gravité est ici, dans l'Est du Canada et qui se sentirait toujours porté à fournir du travail aux gens du Canada central en alléguant pour raison que l'industrie peut s'établir plus efficacement ici que dans l'Ouest canadien; et la création d'un bureau dirigé par un gouvernement national ne produirait-elle pas une tendance à centraliser encore davantage les choses dans le centre du Canada—encore plus qu'aujourd'hui?—R. Il vous appartient ainsi qu'à moi-même de démontrer que le travail peut se faire aussi efficacement et aussi bien dans nos régions qu'à tout autre endroit. Je ne puis tolérer l'idée et la pensée qu'il ne pourrait pas s'établir un bien plus grand nombre d'entreprises manufacturières dans l'Ouest du Canada. Je sais que nous rencontrerons l'opposition des gens de l'est du Canada parce qu'ils les veulent...

Le PRÉSIDENT: Non, non.

Le TÉMOIN: C'est un fait. L'Ouest n'est pas développé comme il devrait l'être, mais nous n'avons pas perdu tout espoir que cela pourra se faire.

*M. Tucker:*

D. Voici une autre situation qui pourrait se produire. Si vous créez neuf ou dix banques importantes et que vous établissez l'Ouest du Canada sur une base économique solide et que vous obligez ces banques à se présenter plus fréquemment qu'aujourd'hui devant le Parlement pour rendre compte de leur administration, cette concurrence ne serait-elle pas plus susceptible de donner un traitement juste aux parties éloignées du pays que ce qu'il serait possible de faire par une banque dirigée par l'Etat canadien.—R. Eh bien, voyez-vous, toute la différence entre nous, monsieur Tucker, c'est que vous et moi ne sommes pas d'accord sur un certain point; et nous pourrions certainement continuer à discuter indéfiniment.

M. BREITHAUP: Vous l'avez fait passablement déjà.

Le TÉMOIN: Je prétends encore que l'Etat est capable d'administrer et de diriger sagement un service public. Vous n'êtes pas d'accord avec moi sur ce point.

M. TUCKER: Eh bien, ne pensez-vous pas que si vous aviez une banque de propriété publique et dirigée par l'Etat, vous auriez par le fait même un monopole d'Etat par rapport à l'extension du crédit?